Envoyé en préfecture le 20/07/2024
Reçu en préfecture le 20/07/2024
Publié le
ID : 077-217704709-20240719-2024_A126-AI

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DEPARTEMENT
SEINE - ET - MARNE

CANTON
OZOIR-LA-FERRIERE

COMMUNE
TOURNAN - EN - BRIE

VILLE DE TOURNAN-EN-BRIE
SERVICES TECHNIQUES

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT MONSIEUR EMMANUEL LANIECE A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire de la ville de Tournan-en-Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié, portant réglementation d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée par divers arrêtés subséquents et notamment approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 8ème partie du livre I – signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 mars 2015 fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté municipal N° 2020/081 en date du 1er juin 2020 donnant délégation de signature à M. Claude SEVESTE, Adjoint au Maire, délégué aux travaux et au cadre de vie,

Vu l'arrêté n° 2024_107 délivré le 3 juillet 2024 autorisant M. LANIECE Emmanuel à installer un échafaudage et une benne, du 15 juillet 2024 au 19 juillet 2024, pour la réalisation de travaux de toiture non soumis à autorisation d'urbanisme,

Considérant la demande de prolongation de l'autorisation, en date du 18 juillet 2024, de M. LANIECE Emmanuel, 50 rue de Provins – 77220 Tournan-en-Brie, afin d'occuper le domaine public communal pour l'installation d'un échafaudage et d'une benne afin de réaliser des travaux de toiture non soumis à autorisation d'urbanisme,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Emmanuel LANIECE, est autorisé à occuper le domaine public communal durant la période indiquée à l'article 2 sous réserve de règlement de la redevance d'occupation du domaine public fixée par délibération du Conseil Municipal ainsi que ses modalités d'application.

ARTICLE 2 :
L'occupation initiale autorisée du 15 juillet 2024 au 19 juillet 2024 est prolongée du 20 juillet 2024 au 26 juillet 2024 inclus.

ARTICLE 3 :
L'occupation est autorisée pour l'installation d'un échafaudage au 50 rue de Provins.

La superficie de l'emprise est de 10 ml.

Le montant de la redevance est calculé comme suit :
- 0€ la 1ère semaine soit du 15 juillet 2024 au 21 juillet 2024.
- Puis 3 €/ml/jour soit du 22 juillet 2024 au 26 juillet 2024 : 3x10x5 soit un montant de **150 €**.

Ref. 201 501 Berger-Levrault (1012)

Envoyé en préfecture le 20/07/2024
Reçu en préfecture le 20/07/2024
Publié le
ID : 077-217704709-20240719-2024_A126-AI

Les deux places de stationnement côté rue de la Corderie seront neutralisées pour la mise en place de la benne.

La superficie de la benne est de 8 m².

Le montant de la redevance est calculé comme suit :
- 0€ la 1ère semaine soit du 15 juillet 2024 au 21 juillet 2024.
- Puis 3 €/m²/jour soit du 22 juillet 2024 au 26 juillet 2024 : 3x8x5 soit un montant de **120 €**.

Soit un montant total de **270 €**.

(Conformément à l'article 4 de la délibération du Conseil Municipal N° 2015/024 du 5 mars 2015, les droits de voirie, d'un montant inférieur ou égal à 30 €, ne sont pas mis en recouvrement).

ARTICLE 4 :
La présente autorisation est valable sous condition du respect des modalités et conditions générales d'occupation du domaine public communal et du règlement de la redevance associée fixée par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 5 :
Si l'objet de l'autorisation nécessite la neutralisation de places de stationnement, le titulaire de la présente autorisation doit afficher le présent arrêté 48 heures avant le début de la date d'autorisation. En cas d'infraction, le véhicule concerné fera l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière aux frais du titulaire de l'infraction.

ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES obligatoires
En cas de nécessité d'une signalisation, celle-ci sera conforme à la réglementation de signalisation susvisée et aux conditions suivantes :

- L'occupation est autorisée pour l'installation d'un échafaudage sur trottoir au droit de la rue de Provins. Cet échafaudage doit permettre le passage des piétons et ce dernier doit être protégé et signalé au pied. Les places de stationnement au droit de cet façade doivent aussi être neutralisées mais être libres pour la sécurité des piétons. Des barrières seront mises à disposition par les services techniques de la commune et mise en place par le demandeur.

- Toutes dispositions utiles seront prises (planchers jointifs, palissade, bâche, etc.), pour qu'aucun matériau, ni outil, ne tombe sur le trottoir ou la chaussée,
- La fabrication du mortier sur la chaussée est formellement interdite ainsi que sur le trottoir,
- Les dépôts de matériaux se feront uniquement dans la propriété de l'intéressé,
- Le titulaire du présent arrêté aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour et de nuit et sa responsabilité pourra être engagée en cas d'accident ou dommage pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 7 :
Toute prorogation de l'autorisation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès de la commune transmise dans un délai minimum de 15 jours.

ARTICLE 8 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 9 :
- Monsieur le Sous-Préfet de Torcy,
- Monsieur le Commandant la Brigade de Gendarmerie,
- Madame la Cheffe de Police Municipale,
- Le Comptable assignataire,
- Le titulaire du présent arrêté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tournan-en-Brie, le 19 juillet 2024

MAIRIE DE TOURNAN-EN-BRIE (Seine-et-Marne)

Laurent GAUTIER

Conseiller Départemental
Maire de Tournan-en-Brie